

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

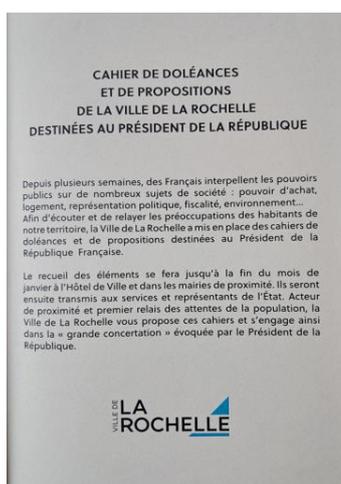
par Marie-Anne Chabin, 2025

La Rochelle 5sur5

code INSEE : 17300

76 114 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W172) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : registre noir (reliure atelier municipal), 70 feuillets, 10 feuilles écrites (n° 1 à 7) et 12 feuilles volantes insérées dont 4 arrachées à un cahier à petits carreaux et agrafées en haut.

A4 « Cahier de doléances et de propositions de la ville de La Rochelle destinées au président de la République » inséré à l'intérieur. Pas de mention de lieu.

Ouvert le 26 décembre 2018.

18 contributions.

Nota bene : La Rochelle compte cinq cahiers ou registres édités séparément.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Toutes les personnes à titre petite retraite se plaignent d'être "dans la pauvreté" et de ce fait se privent et ne peuvent participer à l'Economie Française
Il serait normal d'indexer les retraites sur le coût de la vie pour répondre des faibles d'inflation - et en même temps de relever de 100 euros toutes les petites retraites (moins de 800 euros mensuels) -
La P.S.A. était destinée aux personnes travaillant

* Commencer les économies par le Haut =
Tous les avantages avec autant de salaires c'est honteux. Arrêter de payer les anciens ministres, qu'ils paient leur voitures et l'essence de leur voitures, ils vivent la Réalité.

Immigration : prendre mieux en compte les "migrants", humaniser les services, les accueillir, les héberger, respecter leur vécu
Pouvoir d'achat : exposer clairement les revenus, y compris des jeunes, des personnes handicapées, des personnes âgées et augmenter les minima de tous ceux à qui ces revenus ne permettent pas de vivre.
• Les retraites et salaires des fonctionnaires doivent suivre l'inflation
• réviser nos représentations des gens les plus riches

- Livraison des colis en centre ville par une plateforme multimodal unique qui seul organiser les livraisons en véhicule moins polluant (électrique, gaz, Hydrogène).

5) Transition école -

Donner du temps pour remplacer la voiture le reste à charge est important.
Créer aux abords des grandes villes des parkings gratuits ainsi que des navettes gratuites.

Obliger les communes à bâtir des logements sociaux, supprimer la possibilité de payer une amende pour non respect et mise en place d'une commission obligeant le maire à construire.

* que notre justice soit celle des chefs -

Je trouve inadmissible que les retraités dont je fais partie soient ainsi taxés alors qu'ils ont passé leur temps de "jeunesse" à travailler.
Stop! nous ne sommes pas des vaches à lait.

et il normal que l'on vive en ville des zones
généralistes 1/4 de 500 chx type BMW, PORSCHE, AUDI
ETC... pour aller chercher les enfants à l'école ou le pain.

V'là en peu de mots ... Il y a tellement de maux ...

Dans ces temps nauséux ou des élus demandent les noms des donateurs à une cagnotte et qui exhortent à tirer sur les manifestants à balles réelles. Je préfère m'abstenir de signer.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

CAHIER DE DOLÉANCES ET DE PROPOSITIONS DE LA VILLE DE LA ROCHELLE DESTINÉES AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Depuis plusieurs semaines, des Français interpellent les pouvoirs publics sur de nombreux sujets de société : pouvoir d'achat, logement, représentation politique, fiscalité, environnement...

Afin d'écouter et de relayer les préoccupations des habitants de notre territoire, la ville de La Rochelle a mis en place des cahiers de doléances et de propositions destinés au président de la République française.

Le recueil des éléments se fera jusqu'à la fin du mois de janvier à l'hôtel de ville et dans les mairies de proximité. Ils seront ensuite transmis aux services et représentants de l'État. Acteur de proximité et premier relais des attentes de la population, la ville de La Rochelle vous propose ces cahiers et s'engage ainsi dans la « grande concertation » évoquée par le président de la République.

Ville de La Rochelle [logo]

E01. Manuscrit, 9 lignes, 64 mots

Un conseil aux politiques qui veulent diriger la France. « Messieurs, Mesdames, vivez au moins un trimestre avec 1 SMIG par mois et vous comprendrez mieux la classe moyenne sur qui vous tirez à boulets rouges ». Allez, Messieurs, Mesdames, un peu de courage, et ne venez pas me dire que vous sortez de la classe moyenne car alors votre mémoire vous fait défaut.

E02. Manuscrit, 11 lignes, 61 mots

- Arrêter le cumul des mandats.
- " les privilèges de tous les anciens présidents et autres ministres.
- Arrêter certaines taxes qui grèvent les budgets.
- Pourquoi retirer les pensions de réversion lorsqu'on est veuve et que l'on revit avec quelqu'un, à quoi servent les cotisations qui ont été versées par la personne décédée ?
- CSG pour les retraités.
-

E03. Manuscrit, 17 lignes, 123 mots

- * Indexer les retraites qui sont à la traîne depuis 2013.
- * Retour de l'ISF.
- * Supprimer les avantages accordés à vie aux ex-présidents, députés et autres (véhicules, garde du corps, rentes à vie).
- * Agir contre les monopoles qui nous polluent et provoquent des gâchis stupéfiants (Amazon entr'autres).
- * La capacité de se soigner plus facilement (honoraires de dépassement intolérables).

- * Le droit au travail et en vivre normalement en ayant la capacité de pouvoir manger jusqu'à la fin du mois.
- * Cessez d'ajouter des taxes à tout.
- * Imposer les grands du CAC 40 et que leurs impôts soient payés en France.
- * Accepter le vote blanc et création du parti du vote blanc.
- * Que notre président cesse son mépris.

E04. Manuscrit, 9 lignes, 107 mots (femme)

Économies de l'ÉTAT

- * ARRÊTER d'entretenir à vie tous nos anciens chefs d'État.
- * DIMINUER les avantages de tous nos élus en attendant de réduire leur nombre.
- * RENFORCER les contrôles des personnes qui perçoivent des aides. Ces mêmes personnes doivent donner une journée par semaine à la collectivité.
- * RÉDUIRE les différences entre fonctionnaires et privés (privilèges EDF, SNCF).
- * VALORISER les métiers difficiles (bâtiment / routes / hôpitaux / maisons de retraite).
- * SANCTIONNER les parents (père) des mineurs délinquants. Trop facile de faire des gosses (alloc) pour ne pas les éduquer.

Que les élus de tout bord travaillent ensemble au lieu d'être systématiquement contre.

[Prénom NOM] (retraîtée)

E05. Manuscrit, 10 pages, 1437 mots (collectif)

Nos réf. : canton 16 VLS LR.
N° 720 Bureau 49

La Rochelle, le 15-01-2018 [sic]

- 1/ Réduction de 30 % de la représentativité à l'Assemblée nationale et au Sénat.
- 2/ Élection des sénateurs par le peuple, plus par les "grands électeurs".
- 3/ Élection AN et Sénat à la suite des présidentielles et en même temps pour réduire le coût des élections.
- 4/ Plus de rente à vie pour le président de la République. Seulement au prorata du mandat effectué.
Ex. 5 ans président : 5 ans de rente.
- 5/ Revoir l'imposition des députés et sénateurs au même titre qu'un simple citoyen (exclus les frais de fonctionnement).
- 6/ Académie française : remboursement exclusivement des frais de fonctionnement, doivent être bénévoles, donc pas de salaire.
- 7/ Revoir la limite territoriale géographique pour les élections des députés et sénateurs, équilibrer pour tous le même nombre d'électeurs "inscrits" (approximativement).
- 8/ Pour toute élection ou référendum, prendre en compte uniquement les électeurs qui ont fait leur choix sur un élu (ou question) donc exclus les bulletins blancs et les abstentions comme c'est le cas actuellement.

9/ Le droit de vote est un acquis, il n'y a pas si longtemps pour les femmes qui n'avaient pas le droit. Le vote doit être obligatoire dès l'instant que l'on est inscrit sur liste électorale (définir les exceptions) ; en échange, possibilité de se faire radier de la liste électorale sur simple demande ou demande de la mairie, c'est le droit de chacun de participer ou pas à la vie démocratique de son pays.

10/ Abaisser le vote à 16 ans, les jeunes ont le droit de s'exprimer sur toutes les élections ou référendums, c'est leur avenir qui est en jeu, libre à eux de s'inscrire ou pas.

11/ S'il est vrai que le citoyen doit être consulté par référendum, cela doit être l'exception. Ex : peine de mort, mandat présidentiel (déjà fait).

Diminution de 30 % ; la représentativité doit être décidée par le peuple.

Pour tout autre sujet, présenter un minimum de un million de signatures au gouvernement en place avec exécution obligatoire pour l'organisation du référendum.

Important. Seuls ont le droit de signer cette demande les citoyens inscrits sur liste électorale, contrôle fait par la mairie de chaque ville ou commune.

12/ Concernant les listes électorales, pas d'inscription systématique obligatoire, le citoyen doit avoir le choix de participer ou non aux élections.

13/ L'absentéisme à l'AN et au Sénat. Une commission de citoyens non élus, inscrits sur liste électorale, doit être créée par le Conseil économique et social qui devra contrôler, entendre les élus absents régulièrement et sanctionner sur le salaire au prorata des absences non justifiées.

14/ Les maires de nos villes et conseillers. Affichage obligatoire, pour la transparence, des indemnités perçues de l'année précédente, imposables et non imposables.

15/ Rémunérer les MAIRES et conseillers en fonction du nombre d'habitants qu'il représente.

16/ Les députés et sénateurs dont certains reversent à leurs partis politiques respectifs, il faut que cela se sache, comment sont-ils rémunérés ?

17/ Le salaire du président de la République et 1^{er} ministre et membres du gouvernement doit se trouver dans la moyenne européenne.

18/ La lutte contre de le réchauffement climatique. Point très important pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Un exemple : les anciens étaient contre le pont de l'île de Ré, peur d'un envahissement de l'île. Un POS rigoureux a été mis en place, tout le monde est content, les "anciens ont disparu", ainsi va la vie. Le pont a coûté à la collectivité, un effort de tous a été nécessaire. Le pont a été construit et il est utile indéniablement.

Pour le climat, il faut tenir le même raisonnement, il est évident que ceux qui paieront, qui supporteront l'effort, c'est nous citoyens, pour nos générations futures, il n'y a pas d'autres solutions, il ne faut pas rester statique ; par contre, il faut aider les plus démunis.

- Prime pour isolation de l'habitat plus importante pour les revenus égaux ou inférieurs au barème du RFR¹.

Est-il normal qu'un foyer millionnaire ait les mêmes montants de prime qu'un foyer proche du barème RFR ? Le millionnaire fera refaire tout, recevra les primes. Le foyer proche du barème RFR ne fera rien du tout, il a juste de quoi vivre.

La pollution

Si l'on supprime à terme le diesel, que feront les constructeurs ?

L'essence n'est pas mieux que le diesel, les anciens véhicules polluent plus que les nouveaux diesel.

¹ [RFR : revenu fiscal de référence]

Est-il normal que l'on voie en ville des grosses cylindrées 4/4 de 500 chx type BMW, PORSCHE, AUDI, ETC. pour aller chercher les enfants à l'école ou le pain ?

On interdit l'ancien diesel qui pollue un peu mais on autorise les 500 chx qui déversent au km 10 fois plus. Qui s'achète ce genre de véhicule à plusieurs dizaines de milliers d'euros ?

Il faut aider les plus démunis pour pouvoir changer de voiture, les primes actuelles sont dérisoires.

Faire un effort pour les foyers proches du barème du RFR.

Le chauffage MAZOUT peut être remplacé selon certaines situations par une pompe à chaleur ou le GAZ NATUREL.

Une pompe à chaleur AIR/EAU coûte très cher ; les aides de l'ANAH et les fournisseurs EDF, TOTAL, AUCHAN, CARREFOUR, LECLERC, ETC., ces aides sont insuffisantes voire dérisoires, compte tenu de l'investissement. Là encore, il faut donner un sérieux coup de pouce au foyer non imposable proche du barème du RFR.

Plus prévoir un prêt taux zéro.

Pour le gaz naturel, GDF doit pouvoir faire un branchement gratuit au logement non équipé.

19/ La sécurité sociale

Supprimer les remboursements pour les "remises en forme" dans "les palaces de thalasso" bien connus qui sont inaccessibles aux personnes au revenu modeste. Il suffit de s'y rendre : ce n'est pas la clientèle des centres de la Croix-Rouge.

- Remboursement à revoir pour les prothèses dentaires et auditives barème SS totalement dérisoire du prix public vendu en magasin enseigne nationale.

Est-il normal qu'un ensemble G et D pour des prothèses auditives soit le prix d'une voiture neuve, des prothèses de 1 cm³ invisibles, trouver l'erreur et qui plus est fabriqué en Chine ?

Concernant les prothèses dentaires, pourquoi ce ne serait pas les prothésistes qui les posent, ce qui coûterait beaucoup moins cher à la SS et au patient ?

20/ La retraite

C'est un point important, il y a une multitude de caisses, plusieurs régimes, des différences inadmissibles, il faut mettre tout le monde sur le même pied d'égalité.

1 € cotisé = 1 point de retraite, avec un minimum qui reste à définir avec les partenaires sociaux et le gouvernement.

Pas de régime cadre, ouvrier et employé, puisque la retraite sera fonction de la cotisation avec un plancher minimum pour vivre.

Concernant la retraite publique et privée :

Calcul privé	Calcul public
25 meilleures années réindexées	6 dernières mois de salaire de base, exclu les primes, tt de nuits WK, 13 ^e mois, prime annuelle, sujet à retenue SS
Tous salaires retenus	ou minimum contributif
Retraite complémentaire depuis 1969	Retraite complémentaire depuis 2005

Alignons tout le monde sur une base identique : 25 meilleures années réindexées, tous salaires soumis à retenue SS.

Reprendre la formule :

1 € cotisé = 1 point de retraite, avec un minimum pour vivre à discuter, syndicats, patrons, gouvernement.

Maisons de retraite

C'est comme les autoroutes, elles sont privées, les prix sont exorbitants.

Il faut nationaliser les maisons de retraite et équivalent, gestion par département/région/État.

ISF : oui ou non ?

Le problème n'est pas complexe. Il suffit simplement de savoir où se trouve l'argent des riches de nationalité française.

Ceux qui ont été français qui ont changé de nationalité pour des raisons fiscales, comment se fait-il qu'ils viennent se faire soigner en France ?

- évasion fiscale
- paradis fiscaux
- placements boursiers
- niches fiscales
- aide aux entreprises petites et moyennes

si le dernier cas est retenu, pas d'ISF.

Par contre pour les autres, imposition sur placements boursiers selon un certain seuil à définir, il faut faire la différence entre une petite ASS VIE et un gros porteur.

Amende de 50 % pour le reste et rapatriement obligatoire des fonds en France.

Critère d'un foyer fiscal

Tout Français doit payer ses impôts en France, même si ses revenus proviennent d'un travail à l'étranger. Quand il est malade, c'est en France qu'il vient se faire soigner avec un numéro INSEE SS.

Le grand débat

Seuls peuvent participer à mon avis les citoyens porteurs d'une carte d'électeur ayant participé aux dernières élections, avoir été inscrit sur les listes électorales en 2018.

Pour contre, pour recevoir mandat de représentativité, il est impératif à mon sens qu'il faut avoir voté aux dernières élections.

[signature]

E06. Manuscrit, 24 lignes, 167 mots

- L'école jusqu'à 18 ans est une bonne idée, il faut faire découvrir les métiers dès petits. Pourquoi obliger à passer le CAP en 2 ans ? Pourquoi pas le temps qu'il leur faut (2 ans 1/2 , 3 ans...), le principal c'est de l'avoir.
- Former les AVS avant de s'occuper des enfants, non pendant comme actuellement.
- Revoir les finances des handicapés, certains touchent trop, d'autres pas assez.
- Plus de places en crèches et garderies, avec des heures plus souples, plus larges.
- Comment avoir une voiture "propre" quand on n'a pas droit au crédit.
- Retour ISF, construire prisons, hausse SMIC.
- Placer les médecins où il en manque.

— Compter les votes blancs.

- * Les lois sont les mêmes pour tous, les peines doivent l'être aussi.
- * Commencer les économies par le haut : tous les avantages avec autant de salaire, c'est honteux. Arrêter de payer les anciens ministres, qu'ils paient leur voiture et l'essence de leur poche, ils verront la réalité.

E07. Manuscrit, 46 lignes (2 pages), 267 mots

VILLENEUVE-LES-SALINES/LA ROCHELLE.

Rubrique "logement social" : chauffage.

Nous subissons dans les quartiers des baisses de température importantes : 17° nuit / 19° jour, mesure prise par nos bailleurs sociaux (?!).

Or, ces logements sont (la plupart) anciens et vétustes : mauvaise étanchéité des fenêtres, infiltrations de pluies dans les revêtements de façades extérieures avec pour conséquence murs intérieurs humides, moisissures (absence de VMC), calorifugeage des canalisations de chauffage pratiquement inexistantes, par usure.

Cette baisse de chauffage dont l'argument est la diminution des charges "poste chauffage" n'améliore en rien l'état des logements en question ni nos états de santé. Où sont les économies ?... et notre confort ?

Certains locataires, par nécessité évidente, ont recours aux chauffages d'appoint, avec les risques majeurs que cela comporte : appareils, éventuellement, inadaptés ?... Et où se situent ?... et pour qui ?... les diminutions de charges ?...

Nous doutons, très fortement, que nos charges financières sur ce "poste chauffage" soient vues à la baisse !?...

D'autant qu'il existe une très grande disparité dans les températures des logements dont certains affichent 24 voire 26 et + !... Cherchons l'erreur et la gestion des problèmes inhérents !!

En conclusion. Devrons-nous, Villeneuvais, à l'instar des "Gilets jaunes" descendre en rue pour "se faire entendre" et surtout "écouter" devant "pudiquement" le manque d'intérêt de nos bailleurs dit sociaux !!...

Sont concernés de nombreux bâtiments bien sûr, proches d'un plan d'eau et plus particulièrement le 11 rue Mirabeau : bâtiment "les pieds dans l'eau" selon la formule consacrée ! Bâtiment de 10 étages dont les derniers sont plus concernés, avec plus d'acuité !

31-01-2019

Locataire, porte-parole de quelques mécontentements !

E08. Manuscrit, 47 lignes, 398 mots

Assez aux actions des Gilets jaunes (7/11/2019) !

Des revendications ont été satisfaites, et ce ne sont pas des miettes.

Il reste des points à discuter et à améliorer.

Démocratie : - davantage de proportionnelle,
- des consultations des citoyens mais pas le RIC sous cette forme.

Écologie : - Améliorer la transition écologique sociale et solidaire:

- Pourquoi des SUV qui consomment, polluent et sont trop larges pour les places de parking ? -> taxez les davantage !
- Taxer le kérosène sur les vols intérieurs,
- Taxer le carburant des gros bateaux de croisière et des porte-conteneurs (ou taxer les billets ou les produits),
- Développer le ferroutage,
le maillage fin des transports en commun à la campagne.
- Repenser le prix des billets SNCF qui atteignent des prix multipliés par 4 ou 5 quand on les achète à la veille d'un départ qu'on n'avait pas pu prévoir.
- Subventionner l'isolation thermique des maisons / appartements, des immeubles bureaux, services publics.
- Développer l'agriculture biologique et donner aux agriculteurs en temps et en heure les subventions auxquelles ils ont droit.
- Arrêter les pesticides, glyphosates, produits phytosanitaires.
- Parce que à 80 km, les voitures consomment moins et parce que c'est important pour la sécurité routière et la prévention des accidents, oui aux 80 km/h.

Immigration : - Prendre mieux en compte les "migrants", humaniser les services, les accueillir, les héberger, respecter leur vécu.

Pouvoir d'achat : . Exposer clairement les revenus, y compris des jeunes, des personnes handicapées, des personnes âgées, et augmenter les minima de tous ceux à qui ces revenus ne permettent pas de vivre.

. Les retraites et salaires des fonctionnaires doivent suivre l'inflation.

. Réviser vos représentations des "gens les plus riches".

D'après les économistes de renom, le revenu moyen étant de 1700 € environ, pour être considéré comme riche, il faut 2 fois cette somme, minimum 3400 €, après déduction des impôts.

Donc "remplacer" l'ISF (F=fortune) en maintenant la taxe d'habitation pour les 20 % de personnes "les plus riches", c'est inéquitable, du n'importe quoi. Avec 2914 € de pension, je suis juste classe moyenne aisée. Rien à voir avec la fortune.

[ajout en marge] : 7/1/2019 Cf B. Griveaux, B. Le Maire

. Respecter les retraités, leurs années de travail, leur engagement dans le bénévolat, leur aide financière, leur utilisation des services à la personne (= des emplois), leurs dons aux associations.

[signature]

E09. Manuscrit, 38 lignes, 262 mots (femme)

Le 8 janvier 2010

[NOM Prénom Adresse]

1) Je suis retraitée de l'éducation nationale depuis 2 ans.

J'ai travaillé sans interruption pendant 37 ans, pas de congé maladie excédant une semaine, deux congés d'adoption.

Ma pension n'est pas une allocation sociale. Elle est ce qui m'est dû après 37 ans de travail. Pendant que j'étais en activité, je payais pour mes aînés retraités.

Avant la ponction du prélèvement à la source, ma pension s'élevait à 2100 € pour 37 ans d'enseignement dont 29 ans avec la direction en plus.

Je ne pense pas être riche (ou alors les élus quels qu'ils soient sont extrêmement riches).

J'aide mes enfants et mes petits enfants financièrement.

Je trouve inadmissible que les retraités dont je fais partie soient ainsi taxés alors qu'ils ont passé leur temps de "jeunesse" à travailler.

Stop ! nous ne sommes pas des vaches à lait.

2) Autre problème : sous le prétexte de sauver la planète, l'ensemble de la population est surtaxé par les produits pétroliers. On veut nous vendre pour "propre" la voiture électrique. Là encore intox ! L'électrique n'est pas propre, il est polluant. Il produit des déchets radioactifs... dont personne ne veut au moment de les enfouir !

De même, la construction d'une voiture électrique est très polluante. Elle utilise des métaux lourds dont l'extraction est une catastrophe écologique dans des pays en voie de développement !

Il faut aussi s'attaquer aux "fermes des 1000 vaches" très polluante aussi.

Donc le prix du gazole, de l'essence n'est qu'un prétexte pour taxer et culpabiliser le pauvre Français de base.

Stop à la prise d'otage des automobilistes...

[Signature]

E10. Manuscrit, 11 lignes, 94 mots (homme)

Le 9 janvier 2018

[NOM Prénom Adresse]

Partir du quotidien de chaque Français "moyen".

1) Mettre réellement en place une lutte contre toutes formes d'arnaque et de harcèlement via le tél., ceci empoisonne la vie des gens, et fait beaucoup plus de victimes qu'on l'imagine, pour le moment les assemblées ne se sont pas donné les moyens de lutter et sanctionner ces "truands".

2) Il ne doit y avoir qu'une priorité : être en harmonie malgré nos différences, établir davantage de justice sociale et lutter contre l'évasion et défiscalisation. Les banques jouent un drôle de jeu avec l'accord tacite de l'État.

E11. Manuscrit, 31 lignes, 247 mots (homme)

- Augmentation du point d'indice de la fonction publique.
- Augmentation des petites retraites, 1000 euros minimum.
- Indexation des retraites par rapport au coût de la vie, inflation.
- Suppression des décotes pour le départ en retraite aux personnes atteintes de cancer durant leur activité dans la fonction publique.
- Favoriser l'apprentissage de la langue française et l'intégration des migrants, création d'un diplôme, en vue de faciliter l'obtention de la nationalité française.
- Mise en place d'un plan "Marshall" par la réindustrialisation en vue de donner un emploi aux personnes sans diplôme.
- Taxation du kérosène, pour les vols intérieurs.
- Taxation fuel maritime (transport et croisière).

- Favoriser le transport des marchandises par ferroutage, par l'interdiction de traverser le pays au delà de 400 km.
- Livraison des colis en centre-ville par une plateforme multimodale unique qui seule organiserait les livraisons en véhicule moins polluant (électrique, gaz, hydrogène).
- Autoriser les municipalités à préempter les immeubles non occupés ainsi que les fonds de commerce afin de réguler le prix des marchés de l'immobilier.
En rénovant les appartements pour créer des F1, F2, F3 pour les familles monoparentales ainsi que les jeunes couples et les seniors ; les fonds de commerce seraient également remis à neuf afin de stopper l'augmentation abusive du prix des loyers faite actuellement par des investisseurs peu scrupuleux ; la gestion pourrait être rendue aux offices publics d'HLM.
- Suppression de la CSG sur les retraites, elles sont déjà pas bien élevées.

[Prénom Nom Adresse]

E12. Manuscrit, 2 lignes, 17 mots

[NOM Prénom Adresse]

FERROUTAGE : c'est bon pour l'environnement, et moins de camions sur les routes = moins de pollution

[Signature]

E13. Manuscrit, 18 lignes, 128 mots

Toutes les personnes à tte petite retraite se plaignent d'être « dans la pauvreté » et de ce fait se privent et ne peuvent participer à l'économie française.

Il serait normal d'indexer les retraites sur le coût de la vie pour reprendre du pouvoir d'achat (et en même temps de relever de 100 euros toutes les petites retraites de moins de 800 euros mensuels).

La CSG était destinée aux personnes percevant une retraite correcte, mais que vont devenir les autres retraites à moins de 700 euros !!

C'est le cri de toutes les personnes concernées mais si elles ne vont pas se manifester sur le cahier de doléances vont se manifester autrement si rien n'est fait.

C'est dans le calme et la confiance que cette revendication est rédigée...

E14. Manuscrit, 2 lignes, 13 mots

Rétablissement de l'ISF.

Ne pas toucher à la loi 1905 sur la laïcité.

E15. Manuscrit, 39 lignes, 366 mots

Concertation de Monsieur le Président de République.

1) Impôts plus justes, plus efficaces.

Que tout le monde paie des impôts, employeurs privés et publics.

Que les impôts fassent baisser la dette et soient utilisés dans les secteurs créateurs d'emplois en priorité.

2) Quels impôts faut-il baisser. ?

Difficile si on pense à la dette et à la solidarité sociale.

3) Quelles sont les économies prioritaires à faire.

Baisser le nombre de députés et de sénateurs. Baisser leur rémunération.

Instaurer une décote sur les indemnités des députés et sénateurs en fonction de leur présence. Il est inadmissible de voir voter des lois avec un tout petit nombre.

Ne plus protéger les anciens présidents de la République et autres personnalités hors fonction.

Pas de prise en charge des frais d'obsèques des grands élus.

Revoir système d'indemnisation du chômage et du contrôle, pour inciter les gens à chercher du travail. Ne plus entendre : il gagne plus au chômage.

4) Organisation de l'État.

Gouvernement - Assemblée nationale - Sénat - Région - Département - Mairie. Trop de structures pour un bon fonctionnement. Moins de régions égale économie soi-disant.

Attendons le bilan...

Revoir fonctionnement des administrations. Pas de policier, pompier, etc. dans des fonctions d'employés de bureau...

Donner plus d'importance aux décisions des collectivités locales.

Mutualiser les petites communes. Pas de mairie à moins de 1000 habitants.

5) Transition écolo.

Donner du temps pour remplacer la voiture, le reste à charge est important.

Créer aux abords des grandes villes des parkings gratuits ainsi que des navettes gratuites.

Obliger les communes à bâtir des logements sociaux, supprimer la possibilité de payer une amende pour non-respect et mise en place d'une commission obligeant le maire à construire.

6) Démocratie citoyenne.

- Reconnaître le vote blanc, vote obligatoire en semaine.
- Baisser d'1/3 le nombre députés, sénateurs.
- Supprimer Conseil économique social environnemental.
- Ne pas associer des citoyens non élus aux décisions publiques.
- Ne pas accroître le recours au référendum, trop de vote = abstention.
- Immigration pas d'objectif annuel, selon les difficultés internationales. Intégrer les migrants dans une politique de retour dans leur pays. Venir en aide aux pays concernés pour favoriser ledit retour.
- Ne pas subventionner les religions.

E16. Manuscrit, 40 lignes (2 pages), 336 mots

Consultation de Monsieur le Président de la République

I - Il est indispensable de garder un service public de qualité, donc de collecter l'impôt. Mais seulement 33 % de la population paye de l'impôt. La charge est donc lourde surtout pour les classes dites "moyennes". Les gros salaires (+ de 10 fois le SMIG) devraient participer plus à la solidarité nationale.

II - La décentralisation est une bonne chose, mais il faut veiller à la multiplication des strates, chacun voulant garder un bout de pouvoir. Il faudrait supprimer les petites communes et favoriser le regroupement. À moins de 1000 habitants, il n'y a pas d'avenir solitaire [sic], cela ferait aussi des économies d'indemnités.

Le mot indemnité devrait être remplacé par salaire donc cotisations sociales, impôts et droit à retraite.

III – L'écologie ne doit pas être punitive.

Il faut développer les transports en commun et tendre vers la gratuité, sinon ils ne seront pas utilisés, coûteront cher au pays et pas de bénéfice pour la planète.

IV – Tout citoyen a des droits et des devoirs.

Le vote pour moi est un devoir donc être obligatoire.

Notre constitution nous garantit une stabilité. Il faut la garder. La dose de proportionnelle est suffisante. Il faut laisser aux élus le pouvoir de gouverner.

Je suis pour la limitation du nombre de parlementaires, surtout au Sénat. Je serais pour rémunérer les parlementaires si le travail est accompli, c'est-à-dire si ils assistent aux séances du parlement et du Sénat. On voit trop souvent l'hémicycle vide et des lois votées avec une présence très restreinte. (un ouvrier n'est pas payé quand il ne travaille pas). Le travail dans les circonscriptions est souvent un prétexte d'absence.

IV – Trop de référendum tue de démocratie.

Droit d'asile obligatoire.

Discuter et négocier avec les pays les plus pauvres pour diminuer l'immigration.

Motiver les étudiants étrangers (bienvenus) à repartir pour aider au développement de leurs pays.

V – La laïcité est un principe intangible.

L'État n'intervient pas dans les religions, c'est du privé et elles doivent respecter la loi.

E17. Manuscrit (surlignage rose), 81 lignes (3 pages), 529 mots (homme)

Mr [Nom Prénom Adresse]

Doléances

- CSG : suppression de la hausse de 1,7 % en partie fait pour un certain nombre de retraités. CSG devrait servir à la perte d'autonomie.
- Basses pensions : revalorisation égale au SMIC net.
- Réindexation des pensions calculée sur le coût de la vie.
- Suppression du 1 % sur les retraites complémentaires / assurance maladie ; seuls les retraités y sont assujettis. Prise en charge de la complémentaire santé attend un acte fort réclamant une modification du gouvernement.

Les retraités ont servi de part variable d'ajustement pour travailler le budget.

Prendre pour cible les retraités est inacceptable alors qu'ils représentent une force économique non négligeable.

Répondre aux besoins des services d'équipement face au vieillissement de la population. Prévoir un financement de la perte d'autonomie au domicile ou en EHPAD.

Reconnaitre et promouvoir la place des retraités dans la société.

Lutter contre les fractures territoriales. Pays est traversé par de fortes inégalités territoriales dans l'accès aux services rendus par les opérateurs publics et privés : 60% de la population et 80% des catégories modestes.

Et ne bénéficient pas des mêmes moyens des grandes aires urbaines en matière d'équipement.

Revoir la justice territoriale à toutes les échelles, l'égalité républicaine suppose un égal accès aux services publics.

Prévoir la construction de projets collectifs de territoires, il serait souhaitable de développer des conférences des territoires des investissements.

Droit à la mobilité, offres de transports collectifs et à la demande.

La création d'un véritable service universel de la connexion pour lutter contre les fractures numériques.

L'encadrement des loyers dans les zones tendues avec les acteurs du logement.

Garantir la justice fiscale.

Supprimer l'impôt sur la fortune et en taxant le capital à un taux de 30 %. Le gouvernement a accentué le poids de la fiscalité sur les classes moyennes.

Un large débat public sur la fiscalité et la justice fiscale serait souhaitable qui doit permettre de revenir aux fonctions premières des prélèvements obligatoires : d'une part, financer l'action publique et, d'autre part, la protection sociale.

Redistribuer les richesses et orienter les comportements de consommation et d'investissement. Améliorer la justice fiscale.

Lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscales.

Refondre les dispositifs de succession et de transmettre des gros patrimoines.

Ajouter une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu pour les hauts revenus.

Lutter contre les factures territoriales en matière de transports : chèque mobilité - plans de déplacement d'entreprise ou inter entreprises - prime de transport - développement offre fiable des transports collectifs et à la demande - titres de transports permettant d'utiliser plusieurs modes de transports pour un même trajet.

La création d'un pack "mobilité jeunes" pour les jeunes de 16 à 30 ans qui acceptent une formation ou un emploi situé à plus de 30 mn de leur domicile.

Pour mon compte, la priorité des concertations porte :

- L'amélioration du pouvoir d'achat et la juste répartition de richesses.
- Les transports et la lutte contre les fractures territoriales.
- Le logement.
- L'amélioration de la justice fiscale.
- L'engagement et l'accompagnement de la transition écologique.

Institutionnel : mise en place de référendum - revoir le nombre d'élus- la proportionnelle - la décentralisation- ne pas oublier les corps intermédiaires.

[Signature]

E18. Dactylographié, 3 pages, 1337 mots

[Ajout manuscrit] Reçu le 29/01/2019

DOLÉANCES GRAND DÉBAT NATIONAL



ÉLECTIONS CENSITAIRES

Je propose de revenir au vote censitaire ; c'est à dire un suffrage sur le « cens » (le cens représentait une somme d'argent ou/et de foncier). N'étaient éligibles que les personnes payant un impôt en relation avec leur nombre de « cens » donc de leurs revenus, rentes ou fortune. Il fallait être dans les hautes tranches fiscales donc très riches pour être éligibles. Ce système est aussi injuste que si n'étaient éligibles que les smicards.

La représentation de nos élus doit être en proportion de leurs tranches fiscales.

Exemple simple : 5 tranches d'imposition - chaque tranche est représentée au prorata qu'elle occupe dans la totalité des revenus fiscaux (ça veut dire aussi l'impôt dès le premier euro - cet impôt est forcément très faible pour les plus démunis). Les élus représentent proportionnellement les électeurs dans ce qui les préoccupe et les impacte le plus : les revenus.

DE LA DISCRIMINATION DES GROUPES SOCIAUX POUR LES ÉLECTIONS

L'appartenance politique est très culturelle. Nous y mettons notre intérêt bien sûr mais aussi beaucoup d'affect. On appartient à une « famille politique ». Celle de nos familles notre environnement dans la majorité des cas. De par ce fait nous discriminons/ identifions « si vous préférez » et choisissons un candidat qui nous ressemble. Quoi de plus discriminant que l'argent que l'on gagne et de l'impôt que nous payons. Puisque c'est avec cet argent que l'on construit sa vie et celle des nôtres et tout bêtement même qu'on se maintient en vie donc en capacité de payer cet impôt. Si nous étions un animal, cet argent serait nos dents, notre moyen de survivre. Plus de dents = mourir. Il est donc de bon sens d'élire (dans la proportion) nos candidats « censitairement » c'est-à-dire ayant à peu près le même nombre de dents dans la bouche que nous et vivant ou survivant à peu près comme nous.

APPEL AU RÉFÉRENDUM comme nos voisins SUISSES. Le référendum peut être exigé par des représentants élus censitairement à l'échelon local. Ces représentants ne sont pas rémunérés.

VOTE BLANC PRIS EN COMPTE (je n'ai pas l'idée d'une manière cohérente...). Il est impératif de le comptabiliser.

DE L'IMPÔT et des TAXES

Toutes les personnes vivantes payent l'impôt direct.

Cet impôt est proportionnel aux revenus.

C'est « proportionnel » dans les deux sens : ce que l'on paye et ce que l'on perçoit (incitation fiscale, allocation et autres cadeaux aux contribuables qui n'en ont pas besoin...)

IMPÔTS INDIRECTS : TVA ALCOOL CARBURANT TABAC Etc.

Ces Impôts sont applicables en fonction du revenu fiscal de chacun en fonction donc de sa tranche fiscale.

APPLICATION : en fonction de notre tranche fiscale, les services fiscaux nous appliquent un taux, nous mettent dans une tranche comme aujourd'hui ; sauf que le fisc rentre une donnée informatique sur nos cartes de paiement. Les commerces et services en tout genre appliquent notre taux de taxe automatiquement via leurs systèmes de paiement informatisés. Techniquement c'est enfantin et il n'y aurait pas pléthore de tranches fiscales.

Ce système est juste et n'impacte pas les plus fortunés qui ne seront aucunement gênés par une TVA à plus de 20 ou 33 % pour l'achat d'un jet privé, d'un yacht, d'une luxueuse automobile, d'un cheval de course, d'une fantaisie place Vendôme ...un voyage ... que sais-je... ?

RÉTABLISSEMENT DE L'ISF

L'impôt comme les aides et incitations sont conditionnées aux revenus (la nouvelle carte transport de la RATP, réduite de moitié pour tous les plus de 67 ans sans plafond de ressources est une injustice).

DES DÉPENSES DE L'ÉTAT

Les cordons de la bourse sont vérifiés par un corps de représentants citoyens à l'échelon local. Ils sont élus sur la base censitaire. Ils ne sont pas rémunérés. Tout doit être justifié (manière d'éviter des notes de taxi à un million d'euros et autres fantaisies).

La Cour des comptes disparaît.

L'État est responsable de ses dépenses devant les électeurs via ces représentants vérificateurs de comptes. Gestion « RESPONSABLE » des dépenses publiques.

DES INSTITUTIONS.....FONCTIONNEMENT.....ETC.

Retour au septennat « a minima ». Le président de la République tel qu'aujourd'hui est toxique. Dans le pire des cas celui-ci ne franchit pas les quatre coudées de ses pouvoirs propres (constitution et basta...!). Nous pourrions élire un Premier ministre chargé de former un gouvernement représentatif des urnes... mais bon ça me plaît pas trop...

Le train de vie de tout ce beau monde redevient entendable, cohérent / fini le pot de confiture à portée de main ; élus et « hauts » fonctionnaires sont nos salariés : traitons les bien mais ne les gâchons pas... ! Rémunération normale pour un travail somme toute assez « normal » comme l'était notre ancien président (fini les comptes rendus de trois pages pompés sur Wikipédia pour cent mille euros, redevenons raisonnables).

Suppression des services et personnels parasites... ça fait du monde et des choses... !

Aujourd'hui notre « BASTILLE » c'est « BERCY », s'en débarrasser absolument et rapidement sans reclassement pour certaines catégories de personnel.

Suppressions de ministères fantaisistes...

SUGGESTIONS POUR UNE VIE VRAIMENT CITOYENNE

On se gargarise des mots « CITOYEN », « ÉQUITABLE », etc., « DROIT de ceci et de cela ».

Mais bizarrement personne ne veut servir son pays de la façon la plus simple et « ÉQUITABLE » qui soit, le service militaire. Un peu comme ces personnes jeunes qui ne veulent pas être notées ni sélectionnées dans leurs études mais qui ne cessent de noter à tour de clic le UBER en retard d'une minute, la pizza livrée tiède. Que cela puisse coûter ni plus ni moins que l'emploi du livreur ou du chauffeur ne les gêne pas. Il faut donc donner sens, poids et consistance à cette notion de « CITOYEN ».

D'abord il faut un « S » à citoyen (au singulier n'a pas de sens) c'est donc « CITOYENS ».

PARTAGE « ÉQUITABLE » des postes de fonctionnaires.

Crédit de quinze ans à un emploi de fonctionnaire pour tous. Dans un marché de l'emploi insécurisant cela donne de la visibilité et de la sérénité. À chacun de l'utiliser au mieux (épargner, s'occuper des enfants, construire, c'est un crédit en tranquillité). C'est un droit pas une obligation.

RÉTABLISSEMENT DES ATELIERS NATIONAUX (se documenter)

RETRAITES

Les personnes âgées doivent être assurées d'un revenu, de soin, d'accompagnement et de conditions de vie décentes (ce n'est pas le cas - le minimum vieillesse n'est même pas respecté ; exemple : dans un couple le minimum vieillesse ne doit [pas] dépasser les revenus du couple de 1200 euros).

La dignité des personnes âgées est assurée sans conditions préalables.

DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉCOLOGIE EN GÉNÉRAL (des primes en particulier)

La prime de 7 000 euros à l'auto électrique suppose l'achat d'une auto très chère donc encore un cadeau pour les plus aisés. Les pauvres continueront à être moches et à puer. La « RELIGION » écologiste est un sport de riche... mais soyons constructif : les primes sont fonction des revenus.

PRIME CONSÉQUENTE POUR VÉLO ÉLECTRIQUE (conditionnée aux revenus).

V'là en peu de mots... Il y a tellement de maux...

Dans ces temps nauséeux ou des élus demandent les noms des donateurs à une cagnotte et qui exhortent à tirer sur les manifestants à balles réelles, je préfère m'abstenir de signer.



Je suis un simple citoyen au chômage suite à un licenciement. Je percevrai une retraite de 475 euros l'an prochain puisque ma compagne gagne 1500 euros en activité dans le territorial. Lorsqu'elle sera à la retraite nous toucherons 1 200/1 300 euros et devrons payer un loyer qui aura augmenté.

J'ai bien conscience de n'avoir pas eu une carrière fantastique ni de capacités extraordinaires, aussi n'ai-je pu m'offrir une « ROLLEX » à cinquante ans. Je sais me rendre utile. Je sais que mon entourage m'apprécie et que si précaire que fût ma vie professionnelle, j'ai trouvé moyen de m'y enrichir... Pas si con le prolo... qui est après tout, comme nous tous... une créature du Seigneur...

[FIN]